



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GÉNÉRALE

CERD/SP/63
23 octobre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Dix-neuvième réunion
New York, 17 janvier 2002

ÉLECTION DE NEUF MEMBRES DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE
LA DISCRIMINATION RACIALE DEVANT REMPLACER LES MEMBRES
DONT LE MANDAT EXPIRE LE 19 JANVIER 2002, CONFORMÉMENT
AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Secrétaire général convoquera la dix-neuvième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 17 janvier 2002, en vue d'élire neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2002 (voir annexe I). Les noms des neuf autres membres qui restent en fonctions jusqu'au 19 janvier 2004 sont indiqués à l'annexe II.
2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 6 juillet 2001, a invité les États parties à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. On trouvera ci-après, dans l'ordre alphabétique, les noms des personnes désignées, avec l'indication des États parties à la Convention qui ont présenté leur candidature:

1. M. Mahmoud ABOUL-NASR (Égypte)
2. M. Nourredine AMIR (Algérie)
3. M. Mohamed CHEDDADI (Maroc)
4. M^{me} Agnieszka DABROWIECKA (Pologne)
5. M. Régis de GOUTTES (France)

- | | | |
|-----|--------------------------------|--|
| 6. | M. Kurt HERNDL | (Autriche) |
| 7. | M. Morten KJAERUM | (Danemark) |
| 8. | M. Miran KOMAC | (Slovénie) |
| 9. | M. José Augusto LINDGREN ALVES | (Brésil) |
| 10. | M. Robbie SABEL | (Israël) |
| 11. | M. Agha SHAHI | (Pakistan) |
| 12. | M. Michael E. SHERIFIS | (Chypre) |
| 13. | M. Linos Alexander SICILIANOS | (Grèce) |
| 14. | M. Patrick THORNBERRY | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord) |

3. Les renseignements biographiques concernant les candidats, fournis par les États parties, figurent à l'annexe III.

ANNEXE I

Liste des neuf membres du Comité dont le mandat expire
le 19 janvier 2002

- | | | |
|----|--------------------------------|-------------------------|
| 1. | M. Mahmoud ABOUL-NASR | (Égypte) |
| 2. | M ^{me} Gabriele BRITZ | (Allemagne) |
| 3. | M. Régis de GOUTTES | (France) |
| 4. | M. Carlos LECHUGA HEVIA | (Cuba) |
| 5. | M ^{me} Gay McDOUGALL | (États-Unis d'Amérique) |
| 6. | M. Peter NOBEL* | (Suède) |
| 7. | M. Agha SHAHI | (Pakistan) |
| 8. | M. Michael E. SHERIFIS | (Chypre) |
| 9. | M. Patrick THORNBERRY | (Royaume-Uni) |

* M. Peter Nobel a présenté sa démission avec effet le 1^{er} mars 2001, et la Suède n'a pas désigné un autre expert choisi parmi ses ressortissant pour achever le terme du mandat de M. Nobel, conformément à l'article 13 du règlement intérieur du Comité.

ANNEXE II

Liste des neuf membres du Comité dont le mandat expire
le 19 janvier 2004

1. M. Marc BOSSUYT (Belgique)
2. M. Ion DIACONU (Roumanie)
3. M. François Lonsény FALL (Guinée)
4. M^{me} Patricia Nozipho JANUARY-BARDILL (Afrique du Sud)
5. M. Raghavan Vasudevan PILLAI (Inde)
6. M. Yuri A. RESHETOV (Fédération de Russie)
7. M. Luis VALENCIA RODRIGUEZ (Équateur)
8. M. TANG Chengyuan (Chine)
9. M. Mario Jorge YUTZIS (Argentine)

ANNEXE III

Renseignements biographiques concernant les candidats

Mahmoud ABOUL-NASR (Égypte)

<u>Date et lieu de naissance:</u>	23 juin 1931, Le Caire
<u>Langues de travail:</u>	Arabe, anglais, français
<u>Situation/fonctions actuelles:</u>	Ancien ambassadeur Membre du Conseil des relations extérieures Conseiller – Comité des relations extérieures du Conseil national du statut de la femme
<u>Principales activités professionnelles:</u>	Membre des missions diplomatiques égyptiennes en France, Italie, Albanie, Espagne et des missions permanentes auprès des Nations Unies à New York et Genève de 1964 à 1985, où il a suivi des travaux dans le domaine des droits de l'homme Ancien président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Ancien assistant du Ministre des affaires étrangères
<u>Études:</u>	Licence en droit 1952, Le Caire Institut des hautes études internationales, faculté de droit, Paris – 1954
<u>Autres activités principales liées au mandat du Comité:</u>	A participé à l'élaboration de plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme à l'Organisation des Nations Unies et à la Ligue arabe A suivi les travaux de la Commission de droits de l'homme, de la Sous-Commission et de plusieurs institutions spécialisées

Noureddine AMIR* (Algérie)

<u>Né le:</u>	5 décembre 1940
<u>Langues parlées et écrites:</u>	Arabe, anglais, français, espagnol (langues parlées couramment)
<u>Grade:</u>	Ministre plénipotentiaire
<u>Études et diplômes:</u>	Propédeutique: Certificat d'études de littérature générale (Université d'Alger) Certificat de civilisation hispano-américaine (Université d'Alger, 1970) Licence en sociologie rurale et urbaine (Université d'Alger, 1980) Diplôme d'études approfondies (DEA) en sciences politiques, relations internationales, Paris I – Sorbonne Diplôme d'études approfondies (DEA) en sciences politiques, politiques de défense, Paris I – Sorbonne Doctorat en sciences politiques préparé sous la direction de M ^{me} Hélène Carrère d'Encausse, soviétologue et actuellement membre de l'Académie française
<u>Fonctions occupées:</u>	1963-1974 – Attaché, chargé de la presse et de l'information à l'ambassade d'Algérie à Washington 1964-1966 – Attaché à l'ambassade d'Algérie au Pakistan 1966-1970 – Chargé de l'Asie méridionale à la Direction Asie-Amérique latine de l'Asie méridionale 1971-1975 – Chargé des affaires culturelles à l'ambassade d'Algérie en Suisse 1976-1980 – Chargé des institutions économiques et financières internationales 1980-1981 – Chargé du dossier Algérie – CEE;

* Des informations plus détaillées sont disponibles dans les archives du Secrétariat pour consultation.

1983-1986 – Chargé du Bureau des affaires stratégiques et du désarmement

1986-1990 – Consul général d'Algérie à Strasbourg

1992-1993 – Conseiller du Ministre des affaires étrangères, chargé d'études et de synthèses

1994-1998 – Ministre Conseiller à l'ambassade d'Algérie à Rabat

Fonctions universitaires:

1984-1986 – Professeur de sciences politiques à l'Université d'Alger

Professeur de droit diplomatique et de rédaction diplomatique à l'École nationale d'administration (ENA), à Alger

Publications:

La dernière des relations internationales: les conflits dans le monde, publié par l'École nationale d'administration (ENA), Alger, 2000

Les Accords de Schengen (en voie de publication)

Les Accords de Barcelone (en voie de publication)

L'Algérie de la période numide à ce jour (en cours de publication)

Mohamed CHEDDADI (Maroc)

Études:

M. Cheddadi est titulaire d'un diplôme d'études supérieures obtenu en 1956. Il a effectué un an (1956-1957) de stage à l'Institut de formation et d'études relevant du Ministère français de la justice

Principales activités professionnelles:

Il a intégré en 1958 le corps de la magistrature au sein duquel il a assumé de hautes charges de responsabilité, en particulier au niveau des tribunaux de première instance ou des cours d'appel

Au mois de septembre 1971, il a intégré l'administration centrale du Ministère de la justice, pour être nommé Directeur des affaires criminelles et des grâces, poste qu'il a occupé jusqu'en octobre 1979

Appartenant à la catégorie exceptionnelle du corps de la magistrature, M. Cheddadi a été Président de chambre à la Cour suprême

Il a enseigné pendant cinq ans à la Faculté de la Chariaa de Fès, la procédure civile, la procédure pénale et l'introduction à l'étude du droit. De même, il a été professeur durant deux ans à l'École de perfectionnement des cadres du Ministère de l'intérieur (droit pénal) et 10 ans à l'Institut national des études judiciaires où il a enseigné le droit civil, puis la procédure pénale

Il a pris part à plus d'une centaine de conférences, colloques et réunions arabes et internationales. Il a également participé à des travaux de commissions techniques spécialisées et assumé la présidence de plusieurs d'entre elles. En décembre 1977, il a été élu Rapporteur général de la première Conférence des ministres arabes de la justice. De même, il a présidé la délégation marocaine aux négociations sur la signature de plusieurs conventions en matière judiciaire avec des pays tiers

Il a exercé pendant plusieurs années la fonction de secrétaire général de la Ligue des magistrats du Maroc et représenté la Ligue au sein du Conseil central de l'Union internationale des magistrats ainsi qu'au sein de sa commission technique pendant environ 10 ans

Depuis 1970, il est membre de la Commission royale générale de codification et de révision des lois ainsi que des sous-commissions qui en sont issues

Le 26 octobre 1979, il a été élu à l'unanimité, pour une période de six ans, Secrétaire général de l'Organisation arabe de défense sociale. Il a également assumé la direction et la rédaction en chef de la *Revue arabe de défense sociale*

Lors de la troisième Conférence des ministres arabes de l'intérieur, tenue du 26 au 28 août 1980 à Riyad, il a été désigné, pour deux ans, Secrétaire général du Conseil de ministres arabes de l'intérieur, créé en tant que structure de la Ligue arabe. Depuis juillet 1980, il a occupé pour cinq ans le poste de membre permanent du Conseil d'administration du Centre arabe pour les études de sécurité de Riyad, et a contribué à certaines activités spécialisées de l'ONU en sa qualité d'expert arabe en matière de justice pénale

Il s'est vu confier le secrétariat technique de la deuxième Conférence des ministres arabes de la justice et de la réunion préparatoire de la Commission ministérielle des sept, issue de la première Conférence

Il contribue également depuis 1981, à la demande du Secrétariat général des Nations Unies, aux travaux du Comité international pour la prévention du crime, et participe à la préparation des conférences des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Autres activités principales
liées au mandat du Comité:

Il a été désigné membre de la Haute Commission de la stratégie de développement social global, issue de la Ligue arabe, et a participé, pendant six ans, aux travaux de la Commission arabe de coordination (à partir de novembre 1979). Il a également participé, en tant que membre, aux travaux de la commission technique issue de cette dernière, chargée de l'examen de la révision de la Charte de la Ligue arabe

Il a participé à plusieurs conférences arabes au sommet, à différentes réunions du Conseil de la Ligue ainsi qu'à la plupart des sessions du Conseil économique et social arabe depuis 1980. Il a également pris part aux travaux de certaines sessions du Conseil des ministres arabes de l'intérieur et du Conseil des ministres arabes des affaires sociales

En septembre 1981, il a été nommé Secrétaire général adjoint de l'Organisation internationale de défense sociale, pour un mandat de quatre ans. En septembre 1985, il a été reconduit dans la même fonction pour un nouveau mandat. Il a été nommé, en mai 1982, membre du Conseil d'administration de la *Revue internationale de défense sociale*

Le 2 avril 1983, il a été nommé à l'unanimité Secrétaire général du Conseil des ministres arabes de la justice pour un mandat de trois ans

En vertu du règlement de la *Revue arabe du Fiqh et de la justice*, il a occupé, pendant environ trois ans, les fonctions de directeur et de rédacteur en chef de cette publication

Il a également été membre permanent du Conseil d'administration du Centre arabe de recherches juridiques et judiciaires, en vertu du statut de cette institution

Il est l'auteur de plusieurs études et recherches dans le domaine du droit pénal et du droit privé. Il a élaboré des documents de travail à l'occasion de plusieurs rencontres tant au niveau arabe qu'international

Le 9 juin 1992, il a été nommé par S. M. le Roi Hassan II membre de la Commission nationale chargée du suivi des élections. Il y a été reconduit le 5 mai 1997

Le 7 octobre 1997, il s'est vu décerner le prix Charequa de la pensée pour sa contribution efficiente à l'enrichissement de la pensée arabe

Il a été décoré du *Wissam Errida* de catégorie exceptionnelle, du *Wissam Al Arch* de l'ordre de chevalier et du *Wissam Al Arch* de l'ordre d'officier

Agnieszka DABROWIECKA (Pologne)

- Date de naissance: 2 février 1970
- Langue étrangère: Anglais
- Fonctions actuelles: Chef de la Division internationale de coopération au Ministère de la justice
- Activités professionnelles: Depuis mai 1998 - Chef de la Division de la coopération internationale du Ministère de la justice
- Janvier 1996-mai 1998 – procureur, experte au Département de la coopération internationale et du droit européen du Ministère de la justice
- 1993-1995 – formation à la profession de procureur à Gdansk et Varsovie
- Autres activités professionnelles: Conférences au profit de représentants d'ONG et de procureurs, portant sur l'obligation incombant aux États de présenter des rapports en vertu de conventions adoptées dans le cadre de l'ONU
- Formation universitaire: Département de droit de l'Université de Gdansk (1988-1993)
Spécialisation: droit international, droits de l'homme
- Études de troisième cycle en ressources humaines (1999-2000)
- Bourses: Programme d'étude et de pratique du droit relatif aux droits de l'homme (stage de perfectionnement de trois mois organisé par l'Université de Birmingham)

Régis de GOUTTES (France)

- Date et lieu de naissance: 26 octobre 1940, à Paleville (France)
- Langues de travail: Français (langue maternelle), anglais, espagnol
- Situation/fonctions actuelles*: Premier avocat général à la Cour de cassation depuis décembre 2000
- Membre élu du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale depuis 1990
- Membre et ancien Président du Comité directeur européen pour les droits de l'homme (Conseil de l'Europe)
- Membre de la Commission nationale consultative française des droits de l'homme depuis 1990 (Vice-Président de la Sous-Commission des affaires internationales)
- Membre de la Société française pour le droit international (Vice-Président de la section des droits de l'homme depuis 1997)
- Président de l'Autorité centrale pour l'adoption internationale (1999-2001)
- Principales activités professionnelles*: Avocat général, puis premier avocat général à la Cour de cassation (1993-2001)
- Avocat général à la Cour d'appel de Paris (1989-1993)
- Directeur adjoint des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères (1985-1990)
- Sous-Directeur de la Justice criminelle (1984-1985) et chef du Bureau du droit pénal international au Ministère de la justice (1981-1983)
- Membre du Comité directeur européen pour les problèmes criminels (1985-1989)

* Des informations plus détaillées sont disponibles dans les archives du Secrétariat pour consultation.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut interrégional des Nations Unies pour la recherche criminelle - UNICRI - (1990-1994)

Magistrat au Ministère de la justice (1970/1983)

Études:

Licence en droit

Diplômes d'études supérieures de droit privé, de sciences criminelles, de droit comparé

Diplôme de l'Institut d'études politiques (Toulouse)

Ancien élève de l'École nationale de la magistrature (sorti major de la promotion CNEJ de décembre 1968)

Diplôme d'études d'espagnol de la chambre commerciale de Toulouse

Publications*:

Droit pénal et droits de l'homme, revue de science criminelle et de droit pénal comparé, janvier 2000

Le rôle du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, Bruylant, numéro spécial sur le droit face à la montée du racisme et de la xénophobie, mars 2001

Contribution aux Mélanges pour Edmond Pettiti: *À propos du conflit entre le droit à la liberté d'expression et le droit à la protection contre le racisme*, Bruylant, 1998

Contribution à la publication de la Mission pour la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Documentation française 1998

Actes du colloque des 6 et 7 juillet 2000 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme: Contre le racisme: un combat au quotidien

* Des informations plus détaillées sont disponibles dans les archives du Secrétariat pour consultation.

Kurt HERNDL* (Autriche)

Date et lieu de naissance: 8 novembre 1932, Villach (Autriche)

Langues de travail: Anglais, français, allemand

Situation/fonctions actuelles: Ambassadeur (à la retraite) de l'Autriche

Maître de conférences à l'Université de Salzbourg (faculté de droit) et à l'Académie de diplomatie (Vienne)

Président par intérim du Tribunal administratif du Conseil de l'Europe

Principales activités professionnelles:

Après avoir obtenu le doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université d'Innsbruck, en 1956, a été chargé de cours de droit international dans cette faculté

Est entré dans le service diplomatique de l'Autriche en 1962, où il a exercé successivement les fonctions suivantes:

- Représentant permanent adjoint de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
- Conseiller juridique au Ministère fédéral des affaires étrangères, à Vienne (Directeur du Département des affaires juridiques)
- Directeur adjoint du Département des affaires politiques et Directeur de la Division des organisations internationales
- Ambassadeur au Canada

A été détaché au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies où il a exercé successivement les fonctions suivantes:

- Directeur de la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques
- Directeur du Cabinet du Secrétaire général
- Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme

* Des informations plus détaillées sont disponibles dans les archives du Secrétariat pour consultation.

Formation universitaire:

Doctorat en droit (Université d'Innsbruck)

1959/60: études spécialisées à l'Université de Paris

Participation à plusieurs reprises aux cours réguliers de l'Académie de droit international (La Haye) et, en 1960 et 1962, aux activités du Centre d'études et de recherches de l'Académie portant sur le droit international

Autres activités principales
liées au mandat du Comité:

1991-1994: membre du Comité des droits de l'homme

1995-1999: membre de la Commission européenne des droits de l'homme

En tant que Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, est chargé de fournir au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale les services de secrétariat appropriés et a donc une bonne connaissance des activités et des méthodes de travail du Comité

Publications récentes:

Reflections on the Role, Functions and Procedures of the Security Council, *Recueil des Cours*, vol. 206 (1987)

The «forgotten» competencies of the Security Council, *Liber amicorum Rudolf Kirchläger*, 1990

Zur Frage des rechtlichen Status der Entscheidungen eines Staatengemeinschaftsorgans: die «views» des Menschenrechtsausschusses, *Liber amicorum Karl Zemanek*, 1994

The Case Law of the European Commission of Human Rights as Regards the Right to Free Elections, *Liber amicorum Carl Aage Norgaard*, 1998

The Rights to Participate in Elections – A genuine Human Right? *Liber amicorum Konrad Ginther*, 1999

Morten KJAERUM (Danemark)

- Date et lieu de naissance: 30 mars 1957 (Danemark)
- Langues de travail: Anglais, français, danois
- Situation/fonctions actuelles: Directeur général, depuis 1991, du Centre danois des droits de l'homme, qui emploie 80 spécialistes et a des activités nationales et internationales
- Principales activités professionnelles: Morten Kjaerum est spécialiste du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit des réfugiés. Il a publié de nombreux articles sur ces questions dans des publications danoises, nordiques et internationales. Son premier article sur le racisme a été publié en 1982. Il entretient un réseau de relations dans le monde entier:
- Il est membre d'un certain nombre d'organisations locales, régionales et internationales, notamment du Groupe européen de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme où il exerce la fonction de vice-président
 - Il a participé à des missions concernant les droits de l'homme dans différents pays tels que la Chine, la République-Unie de Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Guatemala et la Fédération de Russie. Il a fondé le groupe européen de coordination des institutions nationales et le Réseau euroméditerranéen des droits de l'homme. Il a prononcé des allocutions inaugurales lors de conférences, dans des universités, etc., dans le monde entier
- Formation universitaire: Maîtrise de droit de l'Université d'Aarhus (Danemark), janvier 1984
- Autres activités principales liées au mandat du Comité: Chef du département des demandes d'asile au Conseil danois pour les réfugiés de 1984 à 1991
- S'occupe, depuis 1980, de questions pratiques se rapportant au racisme; fournit notamment des avis juridiques et prend des initiatives au Danemark
- Directeur adjoint du Conseil pour l'égalité ethnique au Danemark depuis 1997

Membre de la Society for International Development – Future of Asylum and Migration depuis 1999

En 2000 et 2001, a accueilli deux conférences internationales dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban

A participé activement à la formulation de la déclaration finale de la Conférence des institutions nationales de défense des droits de l'homme, au cours de laquelle il a pris la parole au nom des institutions nationales européennes de défense des droits de l'homme

Bonne collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat pour les réfugiés

Organisation de plusieurs réunions sur le racisme avec le Conseil de l'Europe

Publications récentes:

«Human Rights Implications of the Development of the Concept of Temporary Asylum in the Nordic Countries», *Nordic Journal of International Law*, 64, 1995

«Les droits de l'homme dans la nouvelle Europe et la société mondialisée», *Grundloven og menneskerettigheder I et dansk og europæisk perspektiv*, 1997 (en danois)

«La discrimination raciale et autres formes de discrimination», *Social kritik, nr. 55. København: Selskabet til fremme af social debat*, 1998 (en danois)

«Article 14» dans Gudmundur Alfredsson et Asbjørn Eide (dir. pub.), *The Universal Declaration of Human Rights: A Common Standard of Achievement*, La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 1999

«Le droit des réfugiés et les droits de l'homme: l'article de la Convention contre la torture relatif au non-refoulement», dans *EU-ret & menneskeret, 6. årgang, nr. 2. København: Jurist – og Økonomforbundets Forlag*, 1999 (en danois)

«Protection of refugees between national interests and human rights», dans *Juristen*, septembre 2001. *København: Danmarks Jurist – og Økonomforbund* (en danois; publication prochaine dans *Revue trimestrielle des droits de l'homme*)

Miran KOMAC (Slovénie)

<u>Date et lieu de naissance:</u>	13 juillet 1953, Slovénie
<u>Langue de travail:</u>	Anglais, français, italien
<u>Situation/fonctions actuelles:</u>	Chargé de cours à la Faculté de sciences sociales de l'Université de Ljubljana Directeur de recherche à l'Institut d'études ethniques de Ljubljana
<u>Principales activités professionnelles:</u>	Chargé de cours sur la protection des minorités ethniques, linguistiques et religieuses Différents projets de recherche sur la protection des minorités aux niveaux national et international Association internationale de sciences politiques – Membre de la commission «Ethnicité et politique» Membre de plusieurs organismes gouvernementaux s'occupant de la protection des minorités en Slovénie Collaborateur à plusieurs revues nationales et internationales de sciences politiques et d'études ethniques
<u>Formation universitaire:</u>	Doctorat de sciences politiques (1990), Université de Ljubljana
<u>Autres activités principales liées au mandat du Comité:</u>	Coauteur du Modèle contemporain de protection des minorités ethniques en vigueur en Slovénie A participé activement à la rédaction de l'Accord slovéno-hongrois sur la protection des minorités Coauteur de plusieurs rapports nationaux sur la mise en œuvre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme Rédacteur en chef/collaborateur à <i>Traités et documents</i> (revue d'études ethniques) Sujet de recherche actuel: les nouvelles minorités de la Slovénie
<u>Publications récentes:</u>	<i>Protection des minorités ethniques en Slovénie</i> (manuel), 1999 <i>Protection des minorités</i> (manuel), 2000 «Formation d'un nouvel État-nation et répression ou protection des minorités ethniques» (article), 2000 «The house on the historical fault» (article), 1999

José Augusto LINDGREN ALVES (Brésil)

- Date et lieu de naissance: 22 juin 1946, à Niterói (Brésil)
- Langues de travail: Anglais, français, espagnol
- Situation/fonctions actuelles: Diplomate de carrière, M. Lindgren Alves a été promu au rang d'Ambassadeur en juin 2000. Il exerce la fonction de Consul général du Brésil à San Francisco (États-Unis d'Amérique) depuis juillet 1997
- Principales activités professionnelles: Après avoir commencé sa carrière diplomatique en 1990, M. Lindgren Alves a été nommé dans plusieurs ambassades du Brésil (à Vienne, Belgrade, Prague, Tunis, Maputo, Bridgetown, Caracas et Windhoek) et dans des missions permanentes du Brésil auprès de l'ONU à New York (1985-1988) et Genève (1997)
- À Brasilia, après avoir travaillé aux bureaux pour l'Europe orientale (1970-1973) et l'Afrique (1979-1985) du Ministère des affaires étrangères, il a exercé pour finir les fonctions de chef de la Division des relations avec l'Organisation des Nations Unies (1990-1995) et de premier Directeur général du Département des droits de l'homme et des questions sociales nouvellement créé (1995-1996)
- Formation universitaire: Diplômé de l'École de droit de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (1969)
- Diplômé de l'Académie de diplomatie du Gouvernement brésilien (Institut Rio-Branco, 1969)
- Doctorat du cours d'études supérieures de l'Académie brésilienne de diplomatie sur soutenance d'une thèse sur «Les Nations Unies et les droits de l'homme» (1989)
- Conférences sur les droits de l'homme et les relations internationales données dans de nombreuses universités au Brésil et à l'étranger (Berkeley, Stanford, universités de San Francisco, Georgetown, Kaduna et Thessalonique)
- Autres activités principales liées au mandat du Comité: Délégué à l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission) de 1985 à 1987 et de 1991 à 1995, à New York
- Délégué à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies de 1986 à 1988 et de 1991 à 1996, à Genève

Délégué à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993), à la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995), à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Istanbul, 1996) et à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 2001)

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1994-1998)

Au Brésil, il a été membre du Conseil national pour la défense des droits de la personne humaine (1990-1996) et du Groupe de travail interministériel pour la promotion de la population noire (1995-1996)

Publications récentes:

Livres

Os direitos humanos como tema global (Les droits de l'homme, problème mondial), Sao Paolo, 1994

A arquitetura internacional dos direitos humanos (L'architecture internationale des droits de l'homme), Sao Paolo, 1997

Relações internacionais e temas sociais: a década das conferências (Relations internationales et questions sociales: une décennie de conférences), Brasilia, 2001

Essais

«The U.N. Social Agenda Against “Postmodern” Unreason», Thessalonique, 1999

«The Declaration of Human Rights in Post-modernity», *Human Rights Quarterly*, mai 2000

Robbie SABEL (Israël)

<u>Date et lieu de naissance:</u>	1941, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
<u>Langues de travail:</u>	Hébreu, anglais, français (lecture seulement)
<u>Situation/fonctions actuelles:</u>	Professeur invité de droit international à l'Université hébraïque de Jérusalem
<u>Principales activités professionnelles:</u>	Conseiller aux affaires politiques, ambassade d'Israël à Washington Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, Jérusalem Ambassadeur d'Israël au Canada Coordonnateur de la lutte contre l'antisémitisme dans le monde au Ministère des affaires étrangères, Jérusalem Directeur général adjoint de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères, Jérusalem
<u>Formation universitaire:</u>	Carmel College, Wallingford, Berks. (Angleterre) École hébraïque de Jérusalem (Israël) Licence, maîtrise et doctorat en droit de l'Université hébraïque de Jérusalem Bourse d'études des Nations Unies, Académie de droit international de La Haye Universitaire de haut niveau invité, George Washington University Professeur invité, Bar Ilan University
<u>Autres activités principales liées au mandat du Comité:</u>	Ambassadeur à titre personnel Délégué d'Israël aux négociations d'arbitrage de Taba avec l'Égypte Conseiller juridique de la délégation israélienne à l'Assemblée générale des Nations Unies

Membre de la délégation israélienne à des négociations avec les Palestiniens à Washington

Membre de la délégation israélienne à des conférences portant sur le droit humanitaire et l'aviation civile internationale

Chef de la délégation israélienne, Accord États-Unis–Israël sur le statut de Forces, Conférence des Nations Unies sur l'utilisation des cours d'eau internationaux

Représentant d'Israël au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et éditeur de plusieurs rapports d'Israël au Comité

Membre du comité de recours de l'International Commission on Holocaust Era Insurance Claims («Commission Eagleburger»)

Publications récentes:

«The Political Offence in Extradition», *World Peace Through Law Center*, 1979

«Terrorism and the Law», *International Society of Barristers Quarterly* 274, 1982

«The Role of the Legal Advisor in Diplomacy», *Diplomacy and Statecraft*, vol. 8, n° 1, mars 1997, p. 1 à 9

Procedure in International Conferences, Cambridge University Press, 1997 (ce livre a remporté le Prix annuel de l'American Society of International Law)

The Enforcement in Israel of International Human Rights Norms, volume commémorant le cinquantenaire de la Cour suprême d'Israël (cet ouvrage sera publié par la faculté de droit de l'Université hébraïque)

Agha SHAHI (Pakistan)

<u>Situation/fonctions actuelles:</u>	Président de l'ONG Islamabad Council of World Affairs et membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale depuis 1978
<u>Principales activités professionnelles:</u>	<p>1944-1951: Après avoir été reçu à un concours d'entrée dans la fonction publique indienne organisé sur l'ensemble du territoire de l'Inde, a travaillé dans l'administration de la province du Sind</p> <p>1951: Nomination au Ministère des affaires étrangères du Pakistan</p> <p>1951-1954: Directeur au Ministère des affaires étrangères</p> <p>1955-1958: Ministre à l'ambassade du Pakistan à Washington, D.C.</p> <p>1958-1961: Représentant permanent adjoint à la mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>1961: Promotion au rang d'Ambassadeur</p> <p>1961-1964: Directeur général au Ministère des affaires étrangères</p> <p>1964-1967: Secrétaire suppléant aux affaires étrangères au Ministère des affaires étrangères</p> <p>1967-1972: Représentant permanent à la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>1968-1969: Représentant du Pakistan au Conseil de sécurité des Nations Unies</p> <p>1972-1973: Ambassadeur du Pakistan en République populaire de Chine</p> <p>1973-1977: Secrétaire aux affaires étrangères du Gouvernement pakistanais</p> <p>1977-1982: Ministre des affaires étrangères</p> <p>1993: Chef de la délégation pakistanaise à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à Vienne</p> <p>1988: Président d'Islamabad Council of World Affairs</p> <p>2000: Président de l'Institut d'études stratégiques, Islamabad</p>

Autres activités principales
liées au mandat du Comité:

Membre ou président de la délégation pakistanaise, à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et à d'autres conférences internationales, notamment la Conférence de Bandung (1955), la Conférence d'États non dotés d'armes nucléaires (1968), la Conférence islamique au sommet (1974), la Conférence au sommet des pays non alignés (1979)

Chef de la délégation pakistanaise à l'Assemblée générale des Nations Unies (1977-1981), Président du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement (1979-1982), Président du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (1982), Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)

M. Agha Shahi a été désigné Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en 1991 pour un mandat de deux ans. Il a en outre exercé diverses fonctions dans plusieurs organes de l'Organisation des Nations Unies

M. Shahi joue un rôle actif dans les affaires publiques et a participé à de nombreux séminaires internationaux depuis 1982

En tant que Président d'Islamabad Council of World Affairs, il a organisé des séminaires auxquels ont participé des universitaires étrangers spécialistes de questions internationales contemporaines

Publications récentes:

Plusieurs publications dont un ouvrage intitulé *Pakistan's Security and Foreign Policy* (1988) et des articles sur la sécurité, le désarmement et la non-prolifération, ainsi que sur des questions relatives aux droits de l'homme

Michael E. SHERIFIS (Chypre)

Langues:

Parle le grec, l'italien, l'anglais et le français

Situation/fonctions actuelles:

Président en exercice du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). A occupé à deux reprises la fonction de vice-président du Comité. Participe activement aux travaux du Comité dont il a présidé à plusieurs reprises un certain nombre de groupes de travail

Principales activités professionnelles:

En juin 2001, a été élu président de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à Genève

Formation universitaire:

Est titulaire de diplômes universitaires de droit et de sciences politiques et économiques

Autres activités principales liées au mandat du Comité:

Dans le domaine des questions humanitaires, M. Sherifis s'est, entre autres, acquitté des missions suivantes:

- Chef de la délégation chypriote à la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, tenue à Lagos en 1977
- Suppléant du chef de la délégation chypriote à la Conférence sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés, tenue à Genève de 1974 à 1977, qui a conduit à l'adoption de deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève
- Chef ou suppléant du chef de la délégation chypriote à plusieurs sessions de la Commission des droits de l'homme
- Représentant de Chypre à la Troisième Commission (Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles) de l'Assemblée générale en 1968, 1969, 1976, 1977, 1978 et 1979
- Membre, en 1994-1995, du groupe intergouvernemental du Commonwealth sur la création d'un nouvel ordre humanitaire, dont le rapport a été adopté à la réunion au sommet du Commonwealth tenue en Nouvelle-Zélande, en septembre 1995

- Président du groupe intergouvernemental du Commonwealth sur les réfugiés et les personnes déplacées, dont le rapport a été adopté à l'unanimité par les chefs d'État des pays du Commonwealth en novembre 1997
- M. Sherifis a participé à de nombreux séminaires et a donné un grand nombre de conférences universitaires, dans le cadre de groupes de réflexion et à des conseils des affaires étrangères, sur des questions relatives aux droits de l'homme et aux relations internationales
- Avant de prendre sa retraite de la fonction publique, en décembre 1997, a exercé la fonction d'ambassadeur auprès de la République fédérale de Yougoslavie, de 1983 à 1985, à Moscou, de 1985 à 1989, à Washington, de 1989 à 1993 et en Italie, de 1994 à 1997. Il a été en outre ambassadeur non résident auprès de plusieurs pays, notamment le Canada, le Brésil, l'Équateur, Malte, les Bahamas, la Jamaïque, la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Suisse
- M. Sherifis a une expérience approfondie du système des Nations Unies, ayant été Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pendant quatre ans et Ambassadeur-Représentant permanent adjoint à New York, de 1980 à 1983

Linos-Alexander SICILIANOS (Grèce)

- Date et lieu de naissance: 9 mai 1960, Athènes (Grèce)
- Langues de travail: Anglais, français, grec; connaissance pratique de l'allemand et de l'italien
- Situation/fonctions actuelles: Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Athènes
- Vice-Président, première section, Commission nationale grecque des droits de l'homme
- Vice-Président de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)
- Vice-Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme
- Membre du barreau d'Athènes
- Principales activités professionnelles: Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Athènes: protection internationale des droits de l'homme, droit international public, organisations internationales
- Professeur invité par les institutions suivantes: Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, 1994, 2001), Académie de droit international de La Haye (1996, 2000), Institut universitaire de hautes études internationales (Genève, 1997), faculté de droit de l'Université Robert Schuman (Strasbourg, 1998), faculté de droit de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, 1999), faculté de droit de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, 1999)
- Expert en droit international relatif aux droits de l'homme fréquemment invité par le Conseil de l'Europe, l'UNESCO et d'autres organismes à des missions dans les pays suivants: Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Maroc, République de Moldova, République tchèque, Slovaquie, Suisse et Ukraine. Membre de la délégation grecque aux cinquante et unième à cinquante-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1996-2000)

Avocat près la Cour suprême civile et criminelle et la Cour administrative suprême de la Grèce, la Cour européenne des droits de l'homme (Strasbourg) et la Cour européenne de justice (Luxembourg)

Formation universitaire:

Diplôme de droit de l'Université d'Athènes (1983, avec mention)

Maîtrise (DEA) de droit international de l'Université Robert Schuman, Strasbourg (France) (1984, avec mention)

Doctor Juris, de l'Université Robert Schuman, Strasbourg, (1990, *laureatus* de la faculté, Prix (international) Paul Guggenheim, 1991)

Aptitude à diriger des recherches scientifiques, Université Robert Schuman, Strasbourg (1990)

Autres activités principales liées au mandat du Comité:

Corapporteur général, à la Conférence du Conseil de l'Europe et de la Commission consultative nationale française sur les droits de l'homme, de la question intitulée «La lutte contre le racisme et la xénophobie: priorités et moyens d'une harmonisation européenne» (Strasbourg, novembre 1994)

Organisateur d'un séminaire international d'experts sur les *Nouvelles formes de discrimination* (Olympia, Grèce, mai 1994), actes publiés par Pedone (Paris) avec un avant-propos de Federico Mayor. Délégué de la Grèce au Séminaire international sur l'immigration, le racisme et la discrimination raciale organisé par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme dans le cadre de la troisième Décennie de la lutte contre la discrimination raciale (Office des Nations Unies à Genève, 1996); membre du Comité de rédaction du document adopté

Organisateur d'une conférence internationale en collaboration avec la Direction générale des droits de l'homme du Conseil de l'Europe portant sur la protection des minorités en Europe (Athènes, mai 1996), dont les actes ont été publiés avec un avant-propos de D. Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe

Rapporteur à la Commission nationale grecque sur les droits de l'homme chargé de la question des communautés religieuses en Grèce (2000-2001)

Cours du programme de troisième cycle de droit international de l'Université d'Athènes intitulé «L'interdiction de la discrimination: la protection internationale des groupes vulnérables» (1999-2001)

Publications récentes:

Nouvelles formes de discrimination (dir. pub.), avant-propos de Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, Paris, Pedone, 1995

Conclusions générales de la Conférence internationale sur «La lutte contre le racisme et la xénophobie: priorités et moyens d'une harmonisation européenne», en collaboration avec le professeur E. Decaux du Conseil de l'Europe (Strasbourg), dans *Ce racisme qui menace l'Europe*, Paris, La documentation française, 1996, p. 233 à 255

La protection des minorités en Europe: la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales (dir. pub.), avant-propos de Daniel Tarschys, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Athènes, A. N. Sakkoulas, 1997

L'ONU et la démocratisation de l'État: systèmes régionaux et ordre juridique universel, Paris, Pedone, 2000, 321 pages, avant-propos de Boutros Boutros-Ghali; *The prevention of Human Rights Violations* (dir. pub.), avant-propos de Mary Robinson, Athènes/La Haye, A. N. Sakkoulas/Martinus Nijhoff, 2001

Patrick THORBERRY (Royaume-Uni)

<u>Date et lieu de naissance:</u>	12 décembre 1944
<u>Langues étrangères:</u>	Italien, français, espagnol
<u>Situation/fonctions actuelles</u>	<p>2001 - Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)</p> <p>Élu par les membres du Comité en mars 2001. À la session d'août prochain, M. Thornberry sera rapporteur pour la Croatie et Chypre.</p> <p>1999 - Président du Groupe pour les droits des minorités. En conséquence, il préside les réunions biennuelles du Conseil du Groupe, remplit la fonction de secrétaire de l'Organisation, lui fournit des avis et des conseils de politique générale concernant ses publications et programmes et d'autres aspects de ses activités, participe à la formation relative aux droits de l'homme fournie à des militants de différents pays et à la préparation de nouveaux rapports du Groupe</p> <p>1995 - Professeur de droit international à Keele University où il enseigne le droit international, le droit international relatif aux droits de l'homme et la philosophie du droit</p> <p>1995 - Professeur à George Washington University (Joint Programme in International Human Rights Law), New College, Université d'Oxford</p>
<u>Principales activités professionnelles:</u>	<p>Depuis 1993 - Consultant au Conseil de l'Europe:</p> <p>1998 - Membre de la mission d'experts envoyée à Riga étudier le projet de loi concernant la langue de l'État</p> <p>1997 - Rapporteur de la mission effectuée en Croatie pour étudier le projet de loi concernant l'enseignement dans les langues des minorités</p> <p>1993 - Membre de la mission d'experts envoyée à Riga étudier la législation relative aux droits des non-nationaux. Fournit des avis écrits sur les lois estoniennes relatives à l'autonomie culturelle et à la langue estonienne</p>

Membre de nombreuses autres commissions d'experts du Conseil de l'Europe et chargé, notamment à ce titre de faire actuellement une étude des liens entre l'autonomie territoriale et les droits des minorités et une évaluation juridique des responsabilités de l'État découlant de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Depuis 1997 - Membre du Conseil consultatif du Centre européen d'études des minorités

Depuis 1996 - Président du Comité des programmes et publications du Groupement pour les droits des minorités

1994-1996 - Membre d'une équipe d'experts envoyés en Hongrie et en Slovaquie par le Haut-Commissaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour les minorités nationales

1994 - Nommé par le Foreign and Commonwealth Office parmi les six experts du Royaume-Uni à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sur le mécanisme de la dimension humaine

1994 - Observateur des élections aux collectivités autonomes locales hongroises à l'invitation du Gouvernement hongrois (décembre 1994)

1993-1995 - Professeur invité à l'Académie de droit européen de l'Institut universitaire européen de Florence (Cours sur la protection des minorités dans le droit international et européen)

1990-1995 - Maître de conférences d'études juridiques à Keele University

Depuis 1973 - Avocat à Lincoln's Inn

Formation universitaire:

Université de Londres: licence en droit (1968);
Keele University: Maîtrise en droit (1976)

Université de Keele: doctorat (1986), thèse intitulée: Ethnic, Religious and Linguistic Minorities in Contemporary International Law

Publications:

Livres et monographies:

- Contribution en tant que consultant et auteur à la *World Encyclopaedia of Minorities* (Fritzroy Dearborn), 2001 - chargé de l'article «The United Nations and Minorities»

- *International Law and the Rights of Minorities* (Oxford University Press, 1991) 451 pages. OUP lui a demandé d'écrire une deuxième version mise à jour
- *The World Directory of Minorities* (Minority Rights Group 1997): consultant juridique pour l'appendice sur les instruments juridiques internationaux, essai juridique
- *Minorities and Human Rights Law*, Minority Rights Group, Londres, 1987, révisé en 1991
- *The Council of Europe and Minorities*, (écrit avec l'assistance de M. Amor Martin Estebanez, Université d'Amsterdam), Conseil de l'Europe, septembre 1994

Livres en cours d'impression:

- *Indigenous Peoples and the Discourses of Human Rights*, Manchester University Press
- *The Council of Europe and Minorities: A Critique of Instruments and Procedures* (avec M. Amor Martin Estebanez), Council of Europe Press

Articles*:

A publié plus de 40 articles et essais, notamment les suivants, pendant la période 1998-2000 seulement:

- «Images of Autonomy, etc.», dans M. Suksi (dir. pub.), *Autonomy: Applications and Implications* (Dordrecht: Kluwer Law International, 1998), p. 97 à 124;
- «Who is Indigenous?», dans F. Horn (dir. pub.), *Economic, Social and Cultural Rights of the Sami* (Rovaniemi: University of Lapland, 1998), p. 1 à 37
- «Indigenous Peoples and Minorities: Reflections on Definition and Description», dans B.K. Roy Burman and B.G. Verghese (dir. pub.), *Aspiring to Be: The Tribal/Indigenous Condition* (Delhi: Konark Publishers PVT Ltd., 1998), p. 53 à 71

* Des informations plus détaillées sont disponibles dans les archives du Secrétariat pour consultation.

- «In the Strongroom of Vocabulary», dans P. Cumper et S. Wheatley (dir. pub.), *Minority Rights in the “New” Europe* (Dordrecht: Kluwer Law International, 1999), p. 1 à 14
- «International Law in Kosovo», dans K. Drezov, B Gokay et D. Kostovicova (dir. pub.), *Kosovo: Myths, Conflict and War* (Keele: KERC Southeast Europe Series, 1999), p. 75 à 91
- «Ethnic Dimensions of International Human Rights» dans A. Hegarty et S. Leonard (dir. pub.), *Human Rights: An Agenda for the 21st Century* (London and Sydney: Cavendish Publishing Limited, 1999), p. 355 à 377
- «Human Rights, Minorities and Indigenous Peoples: A Perspective on the Development of International Law», dans *Instituto de Derechos Humanos, Los Derechos Humanos en un Mundo Dividido* (Bilbao: Universidad de Deusto, 1999), p. 163 à 185
- «Hungarian Bilateral Treaties and Declarations», dans A. Bloed (dir. pub.), *Protection of Minority Rights Through Bilateral Treaties* (Dordrecht, Kluwer, 1999), p. 127 à 161
- «Minority Rights: a Reflection on European Experience and its Implications», dans M. Nowak and Xin Chunying (dir. pub.), *EU-China Human Rights Dialogue* (Vienna: Verlag Osterreich, 2000), p. 124 à 134
- «Self-Determination and Indigenous Peoples: Objections and Responses», dans P. Aikio et M. Scheinin (dir. pub.), *Operationalizing the Right of Indigenous Peoples to Self-Determination* (Turku/Abo: Abo Akademi University, 2000), p. 39 à 64
